



Plan Climat Air Energie 2021-2027

Suivi et évaluation

Délibération du Conseil Métropolitain
Aix-Marseille-Provence du 16 décembre
2021

S'ASSURER DE L'ATTEINTE DES RESULTATS : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Le dispositif de suivi et d'évaluation du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain se formalise sous 3 formes selon différentes temporalités :

- L'évaluation du respect de la trajectoire,
- Le suivi et l'évaluation des impacts des actions,
- L'évaluation des incidences sur l'environnement (Rapport sur les incidences environnementales).

Ces trois études sont réunies dans un rapport annuel : *le Bilan*.

Le Décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan climat-air-énergie territorial précise : « Article 1 – IV – *Le dispositif de suivi et d'évaluation porte sur la réalisation des actions et le pilotage adopté. Il décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés et des actions à conduire et les modalités suivant lesquelles ces indicateurs s'articulent avec ceux du schéma régional prévu à l'article L122-1 et L.4433-7 et L4251-1 du CGCL.* »
« *Après trois ans d'application, la mise en œuvre du plan climat-air-énergie territorial fait l'objet d'un rapport mis à la disposition du public* ».

La Métropole s'engage donc à réaliser 3 ans après l'adoption du Plan Climat une évaluation intermédiaire qui comprendra une analyse des résultats du Plan d'actions après 3 ans de mise en œuvre. Elle comparera ces données aux objectifs de la Stratégie du Plan Climat et de ceux du SRADDET ainsi que du Plan de Protection de l'Atmosphère en vigueur à cette date. Elle pourra également donner lieu à une réévaluation des objectifs et du programme d'actions en découlant, notamment la prise en compte des nouvelles réglementations.

Ce rapport intermédiaire sera mis à disposition du public *a minima* sur le site internet de la Métropole. Il fera également l'objet d'une diffusion spécifique auprès des partenaires de la Métropole qui y ont contribué.

Au-delà de ce rapport réglementaire, la Métropole souhaite disposer annuellement d'un rapport du suivi du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain : le Bilan. Ce bilan annuel sera coordonné au rapport Développement Durable de la Métropole, réalisé en amont du vote du budget. Il rassemblera l'ensemble des suivis et évaluations du Plan Climat, les compte rendus des instances de pilotage (Comité Stratégique, Comité de Pilotage, Comité technique, Comité de suivi...), mais également des décisions importantes impactant le Climat, l'Air et l'Énergie. Il décrira le processus de labellisation « *Régénération, passons à l'action !* » et permettra d'en diffuser les résultats. Il diffusera également le tableau de bord des indicateurs de suivi, d'impact et des incidences environnementales.

Les objectifs du bilan annuel sont les suivants :

- Apporter une vision globale de la démarche et de son exécution ;
- Déterminer si les moyens mis en œuvre (humains, techniques, financiers) sont suffisants pour atteindre les objectifs ;
- Faire apparaître les conditions de succès (à reproduire) ;
- Identifier les freins (à anticiper ou contourner) et les erreurs (à ne pas reproduire) ;
- Requalifier les besoins de montée en compétences des parties prenantes sur des sujets complexes ;
- Apprécier la qualité de la dynamique de mobilisation.

Le Bilan sera présenté lors du Comité de suivi annuel du Plan Climat, qui permettra de faire un bilan d'étape, d'ajuster et de fixer les objectifs de l'année à venir. Les parties prenantes politico-administratives

métropolitaines, institutionnelles, socio-économiques et de la société civile seront invitées à y participer.

Cette démarche d'évaluation contribuera à (re)préparer le terrain pour la suite, sur la base de :

- Recommandations opérationnelles ;
- Une révision éventuelle des priorités et de l'affectation des ressources ;
- Une confirmation de la stratégie ou si besoin, de préconisations en vue de sa redéfinition.

L'EVALUATION DU RESPECT DE LA TRAJECTOIRE

Pour conserver un parallélisme d'analyse des données, l'évaluation du respect de la trajectoire sera instrumentée par l'association AtmoSud (association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en région Sud) sur la base des consommations d'énergie, du profil gaz à effet de serre (GES), et des polluants atmosphériques et à partir de la base de données CIGALE (Consultation d'Inventaires Géolocalisés Air Climat Énergie). Pour être en mesure d'obtenir des tendances significatives, ces analyses doivent intervenir avec un pas de temps suffisant, de l'ordre de 3 ans. Les données de 2020 ont été déclarées dans le « cadre de dépôt », elles seront la référence pour le bilan intermédiaire.

LE SUIVI ET L'EVALUATION DES IMPACTS DES ACTIONS

Afin d'assurer une évaluation régulière de l'avancée du programme d'actions du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain, la Métropole dispose d'un outil

opérationnel de suivi. Ce « tableau de bord » mis à jour au fil des remontées d'informations répond à plusieurs enjeux :

- **Suivre la progression du plan d'actions**

Des indicateurs de suivi sont inscrits dans chacune des fiches action, ils permettent de suivre l'avancement du plan d'actions, et l'effectivité de sa mise en œuvre. Les indicateurs « de suivi » correspondent à ce qui est directement quantifiable, et réalisé ; par ex : un nombre de dossiers subventionnés.

- **Analyser l'efficacité de l'action**

Le tableau de bord, comme les fiches action, comporte des indicateurs d'impact chiffrés permettant d'évaluer les résultats effectifs de chaque action. Ils sont exprimés autant que possible dans les unités de valeur chiffrées (GWh consommés, MWh produits, Tonnes eqCO₂, tonnes/an de polluants atmosphériques, en m² pour les indices d'occupation des sols, de végétalisation...) ;

La Métropole s'appuiera sur la matrice de calcul des indicateurs Climat Air Énergie élaboré par AtmoSud, à partir des données d'entrée définies en amont de la mise en place des opérations. Cette méthode présente l'intérêt d'objectiver l'impact des actions lorsqu'elles peuvent être chiffrées.

- **Estimation des co-bénéfices**

Dans chacune des fiches action, des co-bénéfices ont été inscrits. Ce sont des « externalités positives » : elles correspondent aux bienfaits que procurent indirectement les actions pour les bénéficiaires directs ou le territoire en général, tels que la création d'emploi, l'amélioration des conditions de santé ou la lutte contre la pauvreté.

UN OUTIL COLLABORATIF POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DES IMPACTS

La Métropole partagera avec ses partenaires l'outil Linea21, applicatif dédié au pilotage du programme d'actions et à son suivi.

Le programme d'actions sera renseigné dans l'outil, ce qui permettra de :

- Le partager auprès de la communauté des contributeurs du PCAEM, suivre les indicateurs de réalisation des actions,
- Suivre et renseigner les indicateurs d'impacts du Plan Climat,
- Valoriser ces bilans de manière automatique via des exports au format PDF et Word.

Chaque action fera l'objet d'une page dédiée, comportant le nom de l'évaluateur, la donnée recherchée, sa fréquence et la référence de départ, la référence à 3 ans, la référence finale à atteindre.

Par ailleurs, un certain nombre de fiches action feront l'objet d'une évaluation selon la méthode développée par l'ADEME « *Quantifier l'impact GES d'une action de réduction des émissions* » ; à titre d'exemple, l'action « *Agir en faveur de la prévention des déchets* » sera évaluée selon cette méthode.

FOCUS - Adhésion de la Métropole à la Convention des Maires pour le Climat

La convention des Maires est le plus grand mouvement de villes engagées à atteindre les objectifs énergie-climat de l'Union Européenne.

Elle réunit des autorités locales de toutes tailles et de tous horizons autour de trois grands objectifs communs :

- Réduire leurs émissions de CO₂ ;
- Accroître leur résilience face au changement climatique ;
- Garantir l'accès à une énergie durable, sûre et abordable à tous leurs citoyens.

En signant cette convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à :

- Préparer un bilan des émissions ainsi qu'une évaluation des risques et de la vulnérabilité liée au changement climatique ;
- Soumettre dans un délai de 2 ans un Plan d'Actions en faveur de l'Energie Durable et du Climat (PAEDC). Ce plan doit comprendre un inventaire de référence des émissions pour suivre les mesures d'atténuation et une évaluation des risques et vulnérabilités climatiques ;
- Faire état de ses progrès, mis en œuvre grâce au PCAEM, tous les deux ans.

Des convergences seront recherchées pour une imbrication large des bilans et évaluations entre PCAEM et Conventions des Maires.

Cette adhésion sera présentée au vote du Conseil métropolitain.

L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le décret n°2005-613 du 27 mai 2005 impose la réalisation d'une **évaluation environnementale** permettant de mesurer l'impact environnemental des actions mises en œuvre dans le PCAEM.

Les objectifs de l'évaluation environnementale sont de :

- Vérifier, après adoption du PCAEM, la correcte appréciation des effets, favorables ou défavorables, sur l'environnement, et de l'adéquation des mesures prises en phase Eviter/Réduire/Compenser, le cas échéant. Dans le cadre de cette évaluation, et en lien avec la nature spécifiquement environnementale du plan évalué, aucun impact négatif entraînant la mise en œuvre de mesures correctives n'a été relevé.
- Après adoption, et dans le cadre de l'évaluation du Plan, identifier les impacts négatifs imprévus et permettre si besoin la mise en œuvre de mesures correctives appropriées.

Des indicateurs sont proposés par thématique, afin d'évaluer l'efficacité du plan d'actions et de limiter les éventuels impacts négatifs imprévus. Par exemple, les énergies renouvelables, en fonction des incertitudes sur leur développement à venir (tant sur leur type que sur leur niveau de développement), restent un point particulier à surveiller et qui fera l'objet d'adaptations, selon le développement observé.

La base de données Environnementale de la Métropole sera la principale source de données de l'Evaluation environnementale. Pour gagner en cohérence, elle est mutualisée avec les plans et programmes liés aux déplacements et à l'urbanisme.

L'Evaluation Environnementale Stratégiques (EES) décrit et précise les éléments d'évaluation nécessaires au bon suivi du PCEAM exigés dans l'Evaluation Environnementale. L'EES définit les éléments de méthode sur cette partie.